

Document

Le soutien aux banques françaises prolongé jusqu'à fin 2010 (14.09).

Reuters – 13.09

Le soutien financier consenti par l'Etat français aux banques sous forme de garanties d'emprunt, va être reconduit jusqu'à la fin de 2010, a annoncé la ministre de l'Economie Christine Lagarde dans plusieurs médias dimanche.

Le quotidien Les Echos révèle notamment cette décision, précisant que la ministre vient d'envoyer une lettre aux dirigeants des grandes banques pour leur demander en contrepartie un "plan d'action" afin de relancer l'économie.

Le dispositif reconduit par la ministre, mis en place au début de la crise en octobre 2008, permet de garantir les prêts interbancaires jusqu'à 320 milliards d'euros, en échange de la promesse des établissements financiers de s'engager dans la relance économique par le crédit et de limiter les rémunérations des traders.

Ces engagements n'ont pas véritablement été tenus, le crédit aux entreprises et aux ménages étant encore jugé insuffisant, alors que les rémunérations des traders ont repris à la faveur d'une relance des marchés financiers.

Ce dispositif s'ajoutait à un autre accordant une recapitalisation aux banques, donc de l'argent public directement et concrètement versé à leur capital, et non plus virtuel.

Ce second dispositif était doté au départ de 40 milliards d'euros, et plus de la moitié a déjà été versée à six grands réseaux bancaires en deux fois, fin 2008 et début 2009.

L'ensemble de cette action a été critiquée par l'opposition, car l'Etat n'est pas entré au conseil d'administration des banques, et ne peut donc pas peser directement sur leurs décisions.

Durant l'été, la révélation dans la presse d'une provision d'un milliard d'euros passée par la BNP pour rémunérer ses traders a fait scandale.

Nicolas Sarkozy a ensuite organisé une réunion avec les dirigeants des principales banques à l'Elysée, annonçant ce qui est présenté comme des mesures d'encadrement des "bonus".

Le soutien aux banques, qui est payant pour ces dernières, est pourtant impopulaire, selon les enquêtes d'opinion. Dans un sondage publié lundi par Libération, 56% des personnes interrogées estiment que les banques sont les principales bénéficiaires de l'action de l'Elysée dans la crise, 7% seulement pensant que ce sont les salariés.

La ministre de l'Economie, intervenue dans des entretiens qui devaient être diffusés dans la nuit sur France 3 et sur Radio classique lundi matin, va expliquer qu'elle entend demander aux banques d'être "au relais de la reprise pour les petites et moyennes entreprises en particulier sur les crédits de trésorerie", ont dit ces médias.